

Rachat d’actions nominatives propres dans le but d’une réduction de capital sur une deuxième ligne à la SIX Swiss Exchange SA

Base juridique

Le 11 mars 2025, le Conseil d’administration de Ascom Holding AG, Zugerstrasse 32, 6340 Baar («Ascom» ou la «Société») a décidé le rachat d’actions nominatives propres d’une valeur nominale de CHF 0.50 chacune (les «Actions nominatives») pour un montant maximum de 3’000’000 Actions nominatives et un montant maximal de rachat de CHF 15 millions, jusqu’au 30 novembre 2026 au plus tard (le «Programme de rachat»).

Le capital-actions de Ascom inscrit actuellement dans le registre du commerce se monte à CHF 18’000’000.00, divisé en 36’000’000 Actions nominatives d’une valeur nominale de CHF 0.50 chacune.

Le Conseil d’administration a l’intention de proposer aux futures Assemblées générales ordinaires de réduire le capital-actions en détruisant les Actions nominatives acquises dans le cadre du Programme de rachat.

Négoce sur une deuxième ligne à la SIX Swiss Exchange SA

Une deuxième ligne pour les Actions nominatives sera créée à la SIX Swiss Exchange SA selon le Swiss Reporting Standard en vue du Programme de rachat. Seul Ascom pourra se porter acquéreur sur cette deuxième ligne (par l’intermédiaire de la banque mandatée pour le Programme de rachat) et racheter ses propres Actions nominatives en vue de la réduction ultérieure du capital. Le négoce ordinaire des Actions nominatives Ascom sous le n° de valeur 1 133 920 ne sera pas affecté par cette mesure et se poursuivra normalement. Un actionnaire souhaitant vendre ses Actions nominatives Ascom a donc le choix entre les céder dans le cadre du négoce ordinaire ou les proposer sur la deuxième ligne de négoce en vue de la réduction de capital ultérieure. Les conditions mentionnées dans la circulaire no 1 de la Commission des OPA des offres publiques d’acquisition sont respectées.

Prix de rachat

Les prix de rachat, autrement dit les cours sur la deuxième ligne, sont formés à partir des cours des Actions nominatives Ascom négociées sur la première ligne.

Versement du prix net et livraison des titres

Le négoce sur la deuxième ligne constitue une opération boursière normale. Le versement du prix net (prix de rachat moins l’impôt fédéral anticipé sur 50% (sous réserve de l’indisponibilité des réserves issue d’apport de capital) de la différence entre le prix de rachat et la valeur nominale) et la livraison des Actions nominatives rachetées par Ascom auront donc lieu, conformément à l’usage, deux jours de bourse après la date de conclusion de l’opération.

Banque mandatée

Ascom a mandaté la Banque Cantonale de Zurich pour ce Programme de rachat. Elle sera le seul membre de la bourse à fixer pour le compte de Ascom des cours acheteurs pour les Actions nominatives de cette dernière sur la deuxième ligne.

Convention de délégation

Ascom et la Banque Cantonale de Zurich ont conclu une convention de délégation selon l’art. 124 al. 2 let. a et al. 3 OIMF en vertu de laquelle la Banque Cantonale de Zurich fait de façon indépendante des rachats en conformité avec les paramètres convenus entre Ascom et la Banque Cantonale de Zurich. Cependant, Ascom a le droit à tout moment de résilier cette convention de délégation sans donner de raisons, respectivement de modifier les paramètres conformément à l’art. 124 al. 3 OIMF.

Durée du Programme de rachat

Le négoce des Actions nominatives Ascom interviendra sur la deuxième ligne à partir du 30 mai 2025 et durera au plus tard jusqu’au 30 novembre 2026. Ascom se réserve le droit de mettre fin en tout temps au Programme de rachat et ne s’engage aucunement à acquérir des Actions nominatives dans le cadre de ce Programme de rachat.

Réglementation boursière

Selon la réglementation de la SIX Swiss Exchange SA, les opérations hors bourse sur la deuxième ligne dans le cadre d’un rachat d’actions sont interdites.

Publications des transactions

Ascom communiquera régulièrement l’évolution du Programme de rachat d’Actions nominatives sur son site internet à l’adresse suivante: <https://www.ascom.com/investors/share-buyback-program/>

Volume maximal journalier de rachat

Le volume maximal journalier de rachat selon l’art. 123 al. 1 let. c OIMF est indiqué à l’adresse internet suivante de la Société: <https://www.ascom.com/investors/share-buyback-program/>

Impôts

Pour l’impôt fédéral anticipé comme pour les impôts directs, le rachat d’Actions nominatives propres en vue d’une réduction de capital est considéré comme une liquidation partielle de la société qui procède à ce rachat. Les conséquences fiscales suivantes en résultent pour les actionnaires qui vendent leurs titres:

1. Impôt fédéral anticipé

L’impôt fédéral anticipé de 35% est prélevé sur le montant de la différence entre le prix de rachat des actions et leur valeur nominale (excédent de liquidation), que Ascom ne comptabilise pas en contrepartie des réserves issue d’apports de capital. En raison de prescriptions fiscales, Ascom est tenue de débiter l’excédent de liquidation pour moitié au moins à ces réserves. Ascom applique la prescription minimale, de sorte que la moitié de l’excédent de liquidation est soumise à l’impôt fédéral anticipé de 35%. Dès que Ascom ne dispose plus de réserves issue d’apport de capital avant la fin du Programme de rachat, l’impôt fédéral anticipé de 35% est prélevé à partir de ce moment sur la différence totale entre le prix de rachat des actions nominatives et leur valeur nominale. Sous réserve de cas spéciaux. L’impôt est déduit du prix de rachat à l’intention de l’Administration fédérale des contributions par la société effectuant le rachat ou la banque qu’elle a mandatée.

En principe, les personnes domiciliées en Suisse ont droit au remboursement de l’impôt anticipé si elles avaient le droit de jouissance des actions au moment de la restitution (art. 21 LIA) et si, en fonction des pratiques de l’Administration fédérale des contributions, le remboursement ne permet pas d’échapper à l’impôt.

Les personnes domiciliées à l’étranger peuvent demander le remboursement de l’impôt en vertu d’éventuelles conventions de double imposition.

2. Impôts directs

Les explications suivantes concernent l’imposition dans le cas de l’impôt fédéral direct. En matière d’impôt direct, la pratique fiscale des cantons et des communes correspond en règle générale à celle de la Confédération.

- a) Actions nominatives détenues dans la fortune privée:  
En cas de rachat des actions par la société, la moitié de la différence entre

le prix de rachat et la valeur nominale des actions constitue un revenu imposable (principe de l’apport de capital). Dès qu’il n’y a plus de réserves issue d’apport de capital («Kapitaleinlagereserven») confirmées par l’AFC, la différence totale entre le prix de rachat et la valeur nominale des actions sera imposable à partir de cette date. Sous réserve de cas spéciaux. Est déterminante pour le calcul de l’impôt sur le revenu la part du prix de rachat soumise à l’impôt anticipé selon le décompte de Bourse.

- b) Actions nominatives détenues dans la fortune commerciale:  
Lors du rachat d’Actions nominatives par la Société, la différence entre le prix de rachat et la valeur comptable des Actions nominatives constitue un bénéfice imposable (principe de la valeur comptable).

Les actionnaires, dont le domicile fiscal est à l’étranger, sont imposés conformément à la législation de leur pays.

Ces explications ne procurent ni un exposé exhaustif des possibles conséquences fiscales ni un conseil fiscal. Il est conseillé aux actionnaires de consulter leur propre conseiller fiscal au sujet des conséquences fiscales de leur participation au Programme de rachat.

Droits et taxes

Le rachat d’Actions nominatives propres en vue d’une réduction de capital est franc de droit de timbre fédéral de négociation pour l’actionnaire qui vend ses Actions nominatives. La taxe boursière de la SIX Swiss Exchange SA est cependant due.

Informations non publiques

Ascom certifie ne pas disposer d’informations non publiques susceptibles d’exercer une influence déterminante sur la décision des actionnaires.

Actions propres nominatives

En date du 26 mai 2025 Ascom détenait, en position propre 79’929 Actions nominatives. Cela correspond à 0.22 % des droits de vote et du capital-actions inscrits au Registre du commerce.

Actionnaires détenant plus de 3 % des droits de vote

Selon les annonces publiées jusqu’au 26 mai 2025 les actionnaires suivants détiennent plus de 3 % du capital et des droits de vote de Ascom:

UBS Fund Management (Switzerland) AG, Bâle, Suisse<sup>1</sup>:  
14.924 % du capital et des droits de vote

Pictet Asset Management SA Direction de Fonds, 1211 Genève 73, Suisse<sup>2</sup>:  
8.58 % du capital et des droits de vote

FundPartner Solutions (Suisse) SA, Genève, Suisse<sup>3</sup>:  
3.951 % du capital et des droits de vote

J. Safra Sarasin Investmentfonds AG, Bâle, Suisse<sup>4</sup>:  
3.079 % du capital et des droits de vote

Swisscanto Fondsleitung AG, 8001 Zurich, Suisse<sup>5</sup>:  
3.062 % du capital et des droits de vote

Retraites Populaires, Lausanne, Suisse<sup>6</sup>:  
3.043 % du capital et des droits de vote

Ascom n’a pas connaissance des intentions de ces actionnaires quant à une éventuelle vente de leurs Actions nominatives dans le cadre du Programme de rachat.

<sup>1</sup>Position du 14 décembre 2024  
<sup>2</sup>Position du 26 octobre 2022  
<sup>3</sup>Position du 13 octobre 2024  
<sup>4</sup>Position du 22 décembre 2023  
<sup>5</sup>Position du 4 février 2023  
<sup>6</sup>Position du 12 octobre 2024

Droit applicable et for

Droit suisse. Le for judiciaire exclusif est Zurich.

Numéros de valeur / ISIN / Symbole

Action nominative Ascom Holding SA  
1 133 920 / CH0011339204 / ASCN

Action nominative Ascom Holding SA (rachat d’actions sur la deuxième ligne)  
145 236 084 / CH1452360840 / ASCNE

Cet avis ne constitue pas un prospectus.

**This offer is not being and will not be made, directly or indirectly, in the United States of America and/or to US persons and may be accepted only by Non-US persons and outside the United States of America. Accordingly, copies of this document and any related materials are not being, and may not be, sent or otherwise distributed in or into or from the United States of America, and persons receiving any such documents (including custodians, nominees and trustees) may not distribute or send them in, into or from the United States of America.**